

UNE GRÈVE ILLIMITÉE MENACE L'ENTREPRISE

L'Etusa paralysera-t-elle Alger ?

Le syndicat de l'Entreprise de transports urbain et suburbain d'Alger pourrait recourir à une grève illimitée dès la semaine prochaine pour dénoncer la part minoritaire de l'Etusa dans le capital de la Société d'exploitation des tramways (Setram).

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Les représentants des travailleurs de l'ex-RSTA sont très en colère. Ils menacent de recourir à une grève illimitée pour dénoncer l'accord signé entre leur direction, l'Entreprise du métro d'Alger, et la filiale algérienne de la Régie autonome des transports parisiens (RATP El Djazaïr).

«Avec tout juste 21%, l'Etusa se retrouve minoritaire dans la Setram, l'entité chargée de l'exploitation du tramway d'Alger. C'est une décision que nous rejetons totalement. A aucun moment les représentants des travailleurs n'ont été associés au processus de prise de décision. D'ailleurs, il est nul et

non avvenu puisque le comité de participation de l'Etusa ne s'est pas prononcé sur cette question», explique Abid Boutaba, le secrétaire général du syndicat de l'Entreprise de transports urbain et suburbain d'Alger.

Boutaba explique que les agents de l'Etusa ont été les premiers à prendre en charge l'exploitation de la ligne de tramway. «Les pouvoirs publics ont fait appel à nous dans l'urgence. Les conducteurs et les régulateurs du réseau ont été formés par l'entreprise Alstom. Pour notre part, nous avons formé les agents de sécurité et les agents du réseau commercial. Les agents de l'Etusa ont travaillé nuit et jour pour que ce



Les travailleurs de l'Etusa se révoltent.

projet voie le jour. Puis, une fois achevé, on décide de nous le retirer et de le confier à une entreprise étrangère», s'insurge-t-il. Selon lui, le ministère des Transports et l'Entreprise du métro d'Alger

ont imposé la RATP El Djazaïr comme actionnaire principal de la Setram. «Pourquoi a-t-on accordé 49% du capital de cette société à la RATP ? Pourquoi cette entreprise étrangère se

retrouve-t-elle dans une situation d'actionnaire majoritaire ? C'est totalement illogique. Nous exigeons la révision de cet accord. L'Etusa doit être l'actionnaire principal. Nous exigeons d'avoir 51% du capital de la Setram», a déclaré Boutaba.

Si cette revendication n'est pas prise en considération, le secrétaire général du syndicat de l'Etusa menace de recourir à une grève illimitée dès le début du mois de juillet. «Une réunion de crise doit se tenir incessamment, au plus tard samedi. Nous attendons une réaction de la tutelle et de l'Entreprise du métro d'Alger. Mais nous avons la possibilité de bloquer tous les transports en commun de la capitale.

Si cette grève illimitée est déclenchée, le tramway, les bus et les téléphériques seront paralysés.»

T. H.

ATTEINTE AUX LIBERTÉS SYNDICALES

Les syndicats autonomes s'organisent pour protester

Les syndicats autonomes de la Fonction publique relevant des secteurs de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la santé préparent un programme d'action commun pour défendre les libertés syndicales.

«Le droit syndical et le droit de grève» sont bafoués. Le constat n'émane pas cette fois d'une organisation internationale mais des syndicats autonomes de la Fonction publique.

Réunies autour d'une coordination, plusieurs organisations syndicales ont décidé d'agir contre ce constat. La décision de la suspension du président du Syndicat national des psychologues, Khaled Keddad, de ses fonctions en raison de sa participation à un sit-in organisé le mois de février dernier devant le ministère de la Santé est «la goutte qui a fait déborder le vase».

Les formations syndicales montent au créneau pour dénoncer «cette violation du droit syndical».

L'Union nationale du personnel de l'éducation et de la formation (Unpef), le Syndicat et le Conseil national des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Snapest, Cnapest), le Conseil national de l'enseignement supérieur (Cnes), le Syndicat des psychologues (Snapsy), le Syndicat des pharmaciens privés (Snap), le Syndicat des praticiens et praticiens spécialistes de la santé (SNPSSP), le Syndicat de l'enseignement paramédical et le Syndicat des professeurs et docents se réuniront demain pour décider de la forme de l'action de protestation prévue pour la semaine prochaine.

Ces syndicats, qui dénoncent «une volonté affichée pour casser les syndicats autonomes», interpellent le président de la République pour intervenir et prendre des mesures «fermes» afin d'asseoir les libertés syndicales.

S. A.

MISE À NIVEAU DES ENTREPRISES

Les entrepreneurs n'adhèrent pas à la démarche du gouvernement

Programme ambitieux. C'est indéniable. Miser près de quatre milliards d'euros pour mettre à niveau, sur une période de cinq années, 20 000 petites et moyennes entreprises pourrait remettre l'industrie algérienne sur les rails. La mise en œuvre du programme accuse néanmoins un immense retard.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - L'agence gouvernementale créée à cet effet (Agence nationale de développement a indiqué le secrétaire général du ministère de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'investissement (MIPMEPI), Abderazak Henni, hier, en marge d'une journée d'étude sur l'utilisation de l'intelligence artificielle dans l'industrie, tenue au siège de l'Algex, n'a reçu que «1 500 dossiers» depuis le lancement du programme. Et le ministre Mohamed Benmeradi, présidant le Comité national de mise à niveau, n'a signé que «1 000 décisions».

Qu'est-ce qui justifie ce peu d'engagement plutôt pour une aide ? M. Henni cache à peine son pessimisme quant à atteindre les objectifs du programme : «Les procédures dont se plaignaient les entreprises ont été allégées. Le processus se met doucement en marche et l'Agence nationale de développement reçoit des dossiers. C'est peu, oui. C'est plutôt une culture. Nous nous sommes fixés l'objectif de moderniser 20 000 entreprises à l'horizon de 2014. J'espère qu'il sera atteint. Mais s'il n'est pas atteint, ce ne sera surtout pas la faute aux pouvoirs publics !»

Joint par téléphone, le président du Conseil national consultatif pour la promotion des PME, Zaïm Bensaci, a estimé, lui, qu'il faudrait poser le problème de mise à niveau en termes de qualité plutôt que de nombre : «Il vaut mieux avoir au bout du processus une poignée d'entreprises modernes que de miser sur le nombre. Or, l'objectif de mettre à niveau 20 000 entreprises en cinq ans est utopique, il ne sera jamais atteint. C'est que la plupart des entreprises algériennes ne sont pas éligibles à la mise à niveau.»

Lancé en 2010, ce programme quinquennal de mise à niveau et de modernisation des entreprises, doté d'une enveloppe financière de 385 milliards de dinars (3,85 milliards d'euros environ), permet, en effet, de «couvrir les frais liés aux investissements réalisés par les entreprises dans le cadre de leur développement».

Sa nouveauté, a expliqué M. Henni dans son discours d'ouverture des travaux de la journée d'étude sur l'utilisation de l'intelligence artificielle dans l'industrie, «réside dans l'allègement des procédures et la prise en charge des coûts d'investissements matériels comme la modernisation de l'outil de production



Benmeradi n'a signé que 1 000 décisions.

où les applications de l'intelligence artificielle (robotique, technologies de l'information et de la communication...) sont très présentes». L'intelligence artificielle, a insisté M. Henni, est «une science que les entreprises algériennes doivent s'approprier pour être en phase avec la réalité du monde actuel».

Ainsi, il a lancé un appel «solennel» aux universités, aux centres de recherche et de la formation pour apporter leur contribution en proposant des solutions pratiques aux entreprises dans le domaine de l'innovation industrielle. Selon lui, «le problème du transfert de technologie ne se pose pas dans notre pays uniquement de l'étranger vers l'Algérie mais bien au contrai-

re, de nos centres de vers les bs». M. Henni a souhaité que cette journée d'étude soit une base de réflexion pour l'élaboration d'une nouvelle stratégie pour la promotion de l'innovation industrielle en Algérie. «Les travaux d'élaboration d'une stratégie de promotion de l'innovation industrielle seront engagés incessamment et un rapport sera soumis au gouvernement», a-t-il annoncé.

Et de conclure en invitant la diaspora algérienne à s'impliquer dans le développement du pays. «La communauté algérienne établie à l'étranger est appelée à jouer un rôle-clé dans le transfert de technologie souhaité», dira-t-il.

L. H.